

Objet : Régime des dérogations scolaires

L'an deux mille vingt, le trois septembre, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs, convoqués le 20 août 2020, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs

Etaient présents :

Boncourt-sur-Meuse : GUEPET Yann *suppléant de* LARDE Philippe ; **Bovée-sur-Barboure :** LEROUX Dominique ; **Boviolles :** LIGIER Jean-Pierre ; **Brixy-aux-Chanoines :** TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-La-Côte :** LANGARD Jean-Michel ; **Burey-en-Vaux :** CAUMIREY Dominique ; **Chalaines :** KERKRET Brigitte ; **Champougny :** VINCENT Éric ; **Chonville-Malaumont :** BENICHOUX Roselyne *suppléante de* LANTERNE Bruno ; **Commercy :** LEFEVRE Jérôme, BARREY Patrick, CAHU Gérald, DELAMARCHE Carole, GENART Angélique, GUCKERT Olivier, KIEFFER Sandrine, LEMOINE Olivier, MARCHAND Martine, REYRE Benoit, ROCHAT Philippe, SACCHIERO Laetitia ; **Cousances les Triconville :** BIZARD Michel ; **Dagonville :** WENTZ Dominique ; **Epiez-sur-Meuse :** ANTOINE Fabienne ; **Erneville-Aux-Bois :** FOURNIER Catherine ; **Euville :** FERIOLI Alain, KIEFFER Hélène, MAILLARD René ; **Goussaincourt :** BISSINGER Michel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny :** FILLION Jean-Charles ; **Laneuville-au-Rupt :** FURLAN Jacques ; **Lérouville :** HUMBERT Jean-Claude ; VIZOT Alain ; **Marson-sur-Barboure :** PETITJEAN Joël ; **Mélny-le-Grand :** WAGNER Dominique ; **Mélny-le-Petit :** BOUCHOT Christian ; **Ménil-La-Horgne :** KAISER Claude ; **Montbras :** MAGRON Philippe ; **Montigny-les-Vaucouleurs :** NAJOTTE Sylvie ; **Naives-En-Blois :** VAUTHIER Daniel ; **Nançois-Le-Grand :** SCHMITT Robert ; **Neuville-les-Vaucouleurs :** TIRLICIEN Alain ; **Ourches-sur-Meuse :** GUILLAUME Jean-Louis ; **Pagny-la-Blanche-Côte :** ROUVENACH Daniel ; **Pagny-sur-Meuse :** PAGLIARI Armand, MAGNETTE Jean-Marc ; **Reffroy :** LECLERC Francis ; **Rigny-la-Salle :** LOUIS Séverine ; **Saint-Aubin-sur-Aire :** BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saint-Germain-sur-Meuse :** POTIER Rémi ; **Saulvaux :** ETIENNE Gilles ; **Sepvigny :** MARCHAND Éric ; **Sorcy-Saint-Martin :** KOUDLANSKY Sophie, MARTIN Franck ; **Taillancourt :** MAZELIN François ; **Ugny-sur-Meuse :** FIGEL Régis ; **Vadonville :** AGULLO Anthony ; **Vaucouleurs :** FAVE Francis, GEOFFROY Alain, HOCQUART Clotilde ; GUERILLOT Virginie, DI RISIO Ghislaine ; **Vignot :** MILLOT Nicolas, SINAMA POUJOLLE David ; **Void-Vacon :** GAUCHER Alain, JOUANNEAU Olivier, ROCHON Sylvie ; **Willeroncourt :** LAFROGNE Nicolas

Absents

Boncourt-sur-Meuse : LARDE Philippe ; **Broussey en Blois :** BELMONT Stéphanie ; **Chonville-Malaumont :** LANTERNE Bruno ; **Commercy :** GENIN Jessica, THIRIOT Elise ; **Euville :** SOLTANI Denis ; **Lérouville :** PORTEU Brigitte, **Maxey-sur-Vaise :** CARDOT Julien ; **Mécrin :** MOUSTY Michel ; **Pont-sur-Meuse :** GRUYER Reynald ; **Rigny-Saint-Martin :** POIRSON Eliane ; **Sauvigny :** BESSEAU Frédéric ; **Sauvoy :** THIRIET Michelle ; **Troussey :** GUILLAUME Alain ; **Vignot :** REINBOLD Annick ; **Villeroy-sur-Méholle :** LAURENT Eddy ; **Void-Vacon :** THIRY Nathalie

Pouvoirs ont été donnés à :

GUCKERT Olivier de GENIN Jessica, BARREY Patrick de THIRIOT Elise, FERIOLI Alain de SOLTANI Denis, VIZOT Alain de PORTEU Brigitte, KIEFFER Hélène de MOUSTY Michel, NAJOTTE Sylvie de POIRSON Eliane, TRAMBLOY Jean-Marie de BESSEAU Frédéric, SINAMA David de REINBOLD Annick

Secrétaire de séance : GUEPET Yann

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 67

Nombre de pouvoirs : 8

Nombre de suffrages exprimés : 75

VOTES : Pour : 75 - Contre : 0 – Abstention : 0

03/09/2020 Délibération n°101-2020

Vu la dérogation à la sectorisation scolaire qui peut être accordé, à titre exceptionnel, par le Président de la CC, permettant à un enfant d'être admis dans une école maternelle ou élémentaire qui n'est pas celle correspondant à son lieu d'habitation.

Vu la loi qui a prévu un certain nombre de cas dérogatoires, dans lesquels l'accord préalable du Président n'est pas nécessaire, lorsque la demande est justifiée par l'un des motifs suivants :

- Obligations professionnelles des parents lorsqu'ils résident dans une commune (*ou EPCI compétent*) qui n'assure pas directement ou indirectement la restauration et la garde des enfants ou si la commune (*ou EPCI compétent*) n'a pas organisé un service d'assistantes maternelles agréées ; (*libellé en vigueur du 1° de l'alinéa 6 de l'article L212-8 du code de l'éducation*)
- Raisons médicales
- Inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement de la même commune
- Poursuite d'un cycle commencé

La commune d'accueil (*ou EPCI compétent*) a deux semaines pour avertir la commune de résidence (*ou EPCI compétent*) du motif d'inscription.

Ces cas emportent la participation financière de la CC.

Vu la délibération en date du 14 mars 2018 ajoutant les cas dérogatoires suivants uniquement pour une demande de scolarisation dans une autre école située sur le territoire de la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs.

Inscription dans une classe préélémentaire :

1. Pour une première inscription scolaire de l'enfant, gardé par une assistante maternelle agréée ou par un membre de la famille depuis au moins 12 mois avant la date de rentrée scolaire dans une commune rattachée à l'école pour laquelle la dérogation est demandée :

- sur présentation du contrat de travail de l'assistante maternelle
- sur présentation de deux attestations sur l'honneur pour la garde par un membre de la famille : *une attestation d'un représentant légal de l'enfant et l'autre par la personne de la famille ayant assuré la garde de l'enfant*

2. En cas de reprise d'activité professionnelle à la date de scolarisation de l'enfant ou au cours de sa scolarisation préélémentaire, en l'absence d'une possibilité d'accueil compatible avec le besoin de garde chez une assistante maternelle d'une commune rattachée à l'école du secteur d'habitation :

- sur attestation du Relais d'Assistants Maternels (RAM) du non aboutissement des recherches
- sur présentation du contrat de travail d'une assistante maternelle d'une commune rattachée à l'école pour laquelle la dérogation est demandée
- sur présentation de deux attestations sur l'honneur en cas de garde par un membre de la famille : *une attestation d'un représentant légal de l'enfant et l'autre par la personne de la famille qui assurera la garde de l'enfant*

Compte tenu que ces cas dérogatoires sont accordés pour permettre un mode de garde soit familial soit par une assistante maternelle des jeunes enfants, la CC ne pourra valider une inscription aux services périscolaires qu'à condition du maintien d'une garde familiale ou par une assistante maternelle qui a justifié l'obtention de la dérogation (cumul des deux).

La dérogation de sectorisation scolaire relevant de ces deux cas n'est accordée que pour la durée du cycle préélémentaire.

Inscription dans une classe élémentaire :

3. Garde par une assistante maternelle agréée ou par un membre de la famille dans une commune rattachée à l'école pour laquelle la dérogation est demandée lorsque les deux parents

ou le parent isolé travaille(nt) avec des horaires atypiques qui ne permettent pas d'accéder au service périscolaire **ET** en l'absence d'une possibilité d'accueil compatible avec le besoin de garde chez une assistante maternelle d'une commune rattachée à l'école du secteur d'habitation :

Envoyé en préfecture le 22/09/2020
Reçu en préfecture le 22/09/2020
Affiché le
ID : 055-200066157-20200903-101_2020-DE

- sur attestation des contraintes horaires par le ou les employeurs
- sur attestation du Relais d'Assistants Maternels (RAM) du non aboutissement des recherches sur le secteur scolaire d'habitation
- sur présentation du contrat de travail d'une assistante maternelle d'une commune rattachée à l'école pour laquelle la dérogation est demandée
- sur présentation de deux attestations sur l'honneur en cas de garde par un membre de la famille : *une attestation d'un représentant légal de l'enfant et l'autre par la personne de la famille qui assurera la garde de l'enfant*

Dérogation de sectorisation entre les différentes écoles situées respectivement sur les territoires des communes de Commercy et de Lérouville

4. Compte tenu de l'existence de deux écoles à Lérouville et de trois écoles à Commercy sectorisées en fonction de l'adresse des familles, il est possible de déroger à cette sectorisation lors de l'inscription à l'école élémentaire ou maternelle en prenant en compte l'adresse de l'assistante maternelle de l'enfant :

- sur présentation du contrat de travail d'une assistante maternelle du secteur rattaché à l'école pour laquelle la dérogation est demandée

Vu la proposition d'ajouter un cas dérogatoire : possibilité d'inscrire les enfants de Sauvoy à l'école des bords de Meuse à Vaucouleurs,

A noter que dans le cadre de cette dérogation, les enfants inscrits en primaire pourront bénéficier du bus du collège mais par contre les enfants de maternelle ne pourront pas bénéficier du transport scolaire pour se rendre à Vaucouleurs

Vu l'avis favorable du Bureau,

Après exposé du Président et après avoir délibéré,

le Conseil Communautaire, à l'unanimité

- **CONFIRME** les cas dérogatoires prévus par délibération en date du 14 mars 2018 cités ci-dessus,
- **AJOUTE** le cas dérogatoire suivant : inscription des enfants de Sauvoy à l'école des bords de Meuse à Vaucouleurs sans bénéfice du transport scolaire pour les enfants de maternelle et possibilité d'emprunter le bus collège pour les primaires aux conditions fixées par la Région Grand Est, entité organisatrice des transports scolaires, et sous réserve de l'accord de celle-ci,
- **AUTORISE** le Président à signer tout document relatif à ce dossier.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président



Francis LECLERC

Date de convocation : 20/08/2020

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.